

vivre raisonnablement dans un pays qui regorge de richesses?

Alors, monsieur le président, le problème, c'est que les cultivateurs produisent en bas du prix coûtant. C'est la raison pour laquelle ils ont besoin de prêts agricoles. Quand on produit en bas du prix coûtant, on n'est pas capables de rembourser ses emprunts, on n'est pas capables de moderniser sa ferme.

Et quand on consent un prêt agricole à un cultivateur, on ne lui prête pas assez pour qu'il puisse organiser sa ferme de façon à la rendre rentable. On lui prête à peu près la moitié de ce qu'il lui faudrait, ou les trois quarts, et il lui manque toujours la différence. Et avec cela, il ne peut pas agrandir; il ne peut pas réformer son domaine; il ne peut pas améliorer ses bâtiments et il ne peut pas améliorer sa machinerie. Il n'a pas assez d'un prêt agricole, parce que ce prêt agricole est trop petit.

Au cultivateur qui a besoin de \$20,000, on prête \$12,000, \$13,000, \$10,000 à peu près. C'est là un des problèmes. Si l'on veut prêter l'argent à l'agriculteur, si on veut le relever, qu'on lui en prête assez pour qu'il soit capable de se relever. Ou bien, qu'on lui permette de faire des profits et, à ce moment-là, le prêt agricole ne sera plus nécessaire. Une grande partie des cultivateurs pourront alors se passer des différents prêts agricoles et autres prêts bancaires qu'on leur consent à un taux d'usure. C'est parce qu'il n'y avait pas de profits qu'ils étaient obligés d'emprunter, et le ministre le sait.

Alors, les cultivateurs sont dans le marasme et les prix montent. L'honorable député de Lotbinière (M. Choquette) trouve que le gouvernement fait de grandes choses pour l'agriculture, mais il n'a pas entendu ce qui s'est dit hier, par exemple. Quand on pense qu'un cultivateur a besoin de toutes sortes d'instruments: d'une automobile, d'un camion, d'un tracteur, de différentes machines agricoles. Il lui faut, à part cela, des bâtisses, toutes sortes de matériaux et des machines. Le cultivateur est un des plus grands consommateurs que nous pouvons avoir au Canada, parce qu'il a besoin de toutes sortes de choses dans toutes sortes de domaines.

Le cultivateur passe son temps à acheter, mais le gouvernement, lui, passe son temps à augmenter les taxes, les taux d'intérêt. Or, plus ça va, plus le cultivateur est dans le marasme. Quand le cultivateur a besoin de certains instruments ou de certains matériaux pour améliorer ses bâtiments ou pour en construire, il est obligé de payer 11 p. 100 de taxe, 12 p. 100 de taxe, des taxes scolaires et municipales. Le coût de la vie monte pour les cultivateurs comme pour tous les autres gens de la société et ils ne font pas assez de profit pour contrebalancer toutes ces augmentations

[M. Latulippe.]

du coût de la vie.

Je n'entrerai pas dans les détails, je sais qu'on trouve que c'est un montant exorbitant, 90 millions dans l'agriculture. On trouve ça épouvantable. On consacre des milliards à la défense, et l'on trouve que ce n'est rien. Et, quand ce n'est pas assez, on présente des budgets supplémentaires pour la défense. Mais pour l'agriculture, qui est la base même de la société, de l'économie de tout un peuple, on ne fait rien. Enlever 50 millions des 90 consacrés à l'administration et il va rester 40 millions pour aider vraiment l'agriculture. Et, c'est bien cela qu'on fait pour le donner à l'agriculture, et l'on dit qu'on ne peut pas faire plus. On dit qu'on donne beaucoup à l'agriculture, qu'on fait tout ce qu'on peut pour l'agriculture, mais en fait, on ne fait rien pour elle. C'est comme une goutte d'eau dans l'océan, 90 millions!

Moi, je prétends que les cultivateurs seraient aussi bien de ne pas en avoir du tout dans ce cas-là. Ils abandonneraient plus vite, et le gouvernement n'aurait plus besoin de gaspiller cet argent-là pour rien. Quand on place des capitaux quelque part, on le fait pour que ça rapporte, en fin de compte, ou pour améliorer quelque chose. Mais, quand on n'en donne pas assez pour qu'on puisse améliorer la situation, on est aussi bien de ne pas en donner du tout.

Alors, je prétends que ce que les cultivateurs demandent, \$5.10 les cent livres de lait, ce n'est pas trop, ce n'est même pas encore assez. Il leur faudrait \$8 les cent livres pour qu'ils puissent faire des profits, payer leurs dettes, et ce n'est pas avec \$5 les cent livres de lait que les cultivateurs vont payer leurs dettes.

Je dis au ministre que dans un an d'ici, les cultivateurs, même s'il leur donne \$5 les cent livres de lait, seront encore dans une situation très difficile, parce que le coût de la vie aura continué à augmenter.

Ce qu'il faut faire; c'est d'empêcher que le prix de la machinerie, des instruments aratoires, des matériaux de construction ne monte; d'empêcher que le taux d'intérêt n'augmente et, à ce moment-là, les cultivateurs et toutes les autres classes de la société pourraient peut-être vivre convenablement, confortablement dans un pays qui regorge de richesses.

Les cultivateurs sont prêts à produire autant qu'on en aura besoin. Mais, il n'y a pas d'équilibre dans les prix. Présentement, on constate une baisse dans le budget. Un grand nombre de cultivateurs de ma région, comme dans toutes les autres régions de la province et du pays, se sont organisés pour produire du lard. Et maintenant, ils reçoivent, comme on dit en bon canadien, un coup de cochon, et le cochon a baissé, le prix du lard a baissé et, encore une fois, les gens qui ont fait beaucoup